

**CENTRE DE FORMATION ET D'APPRENTISSAGE
DE SAINT-JOUAN-DES-GUERETS**

**MISE AUX NORMES DE L'ACCESSIBILITE AUX PERSONNES A
MOBILITE REDUITE ET TRAVAUX DE REHABILITATION**

MARCHE PUBLIC
TRAVAUX

2014-018

MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE

Articles 26, 28 du Code des Marchés Publics

**REGLEMENT
DE LA CONSULTATION**

1 PERSONNE MORALE DE DROIT PUBLIC PASSANT LE MARCHÉ – POUVOIR ADJUDICATEUR

MAÎTRE D'OUVRAGE

Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale de Saint Malo - Fougères
Dont le siège est sis 4 av. Louis Martin 35400 Saint-Malo, SIREN 130 013 147

DIRECTION DES SERVICES CONCEDES

Contact CCIT : Le Responsable Travaux, M. Clément BERTRAND
cbertrand@saintmalofougeres.cci.fr ; 02.99.20.63.20

Personne Responsable des Marchés / Signataire/ Ordonnateur

Monsieur le Président de la C.C.I.T. de Saint Malo – Fougères

Comptable assignataire des paiements

Monsieur le Trésorier de la C.C.I.T. de Saint Malo – Fougères

2 AUTRES INTERVENANTS

ARCHITECTE

Cabinet Sophie FIEVET représenté Mme Sophie FIEVET
17, Rue Alphonse Thébault
Tel : 02 99 40 17 40 – Fax : 02 99 56 31 14
email : sophie.fievet@wanadoo.fr

MAÎTRE D'ŒUVRE / BET ELECTRICITE & FLUIDES

C-MOI représenté M. Régis CORMIER
71, Riniac – 35270 COMBOURG
Tel : 02 99 80 21 03 – Fax : 02 30 96 64 15
email : regis.cormier@gmail.com

ECONOMISTE DE LA CONSTRUCTION / COORDONATEUR OPC

CONCEPT IB REALISATION représenté M. Nicolas MACE
14, Rue des Lierres – 35400 SAINT-MALO
Tel : 06 63 03 00 03
email : nicolas.mace@concept-ib.fr

COORDONNATEUR SPS

SOCOTEC – Agence de SAINT-MALO représenté M. Yann DOURLLEN
Parc Technopolitain – ZAC Atalante – 7, Allée Métis – 35 400 SAINT-MALO
Tel : 02 99 82 43 26 / 06 22 83 52 05
email : yann.dourlen@socotec.com

BUREAU DE CONTROLE TECHNIQUE

QUALICONSLT représenté M. Alexandre MAILLOT
Parc d'affaires Edonia – Bâtiment F – Rue des Iles Kerguelen
CS 76827 – 35 768 SAINT-GREGOIRE CEDEX
Tel : 02 99 23 14 25
email : rennes.qc@qualiconsult.fr

3 DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES

Les offres seront impérativement déposées avant les date et heure limites suivantes :

Vendredi 18 Avril 2014 à 12 heures

Et à l'adresse suivante :

CCIT de Saint-Malo Fougères
Service juridique et achats
4, avenue Louis Martin
CS 61 714
35417 SAINT-MALO CEDEX

Ou sur le site

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Irrecevabilité des offres tardives

Est une offre tardive une offre réceptionnée par la CCIT de Saint Malo – Fougères, aux adresses ci-dessus, après la date et l'heure limite figurant ci-dessus. Elle sera rejetée sans être examinée.

4 OBJET DU MARCHE

4.1 Objet

Le présent marché consiste à :

En tranche ferme et donc en prestations de base :

- Installer un ascenseur desservant l'ensemble des niveaux du bâtiment B
- Créer des sanitaires PMR à chaque niveau du bâtiment B
- Remplacer les blocs-portes 2 vantaux par des blocs-portes tiercés avec un vantail de 93cm minimum
- Mettre en œuvre des dispositifs facilitant l'accessibilité au PMR

En tranches conditionnelles et donc en prestations supplémentaires éventuelles :

- Démolir l'escalier extérieur et créer un escalier aux normes d'accessibilité PMR

- Installer un élévateurs PMR desservant les 2 niveaux du bâtiment A
- Créer un sanitaire PMR à l'étage du bâtiment B
- Créer des rangements à l'étage du bâtiment B
- Mettre en œuvre des dispositifs facilitant l'accessibilité au PMR

Une demande de dérogation pour ne pas rendre accessible aux PMR le bâtiment A a été formulée dans le dossier d'autorisation de travaux puisque les cours dispensés dans les classes du bâtiment A ne sont pas spécifiques à une activité particulière et peuvent donc être transférés dans les classes du bâtiment B rendu accessible aux PMR dans le cadre des présents travaux.

Les prestations supplémentaires éventuelles seront à réaliser dans le cas où cette demande de dérogation serait refusée par la commission d'accessibilité. Il sera alors adressé, par le maître d'ouvrage, aux titulaires des marchés concernés une notification d'affermissement de la tranche conditionnelle.

Le détail des travaux est donné dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

4.2 Allotissement

Le marché est alloti en 13 lots :

- Lot 1 : VRD – Aménagements extérieurs
- Lot 2 : Désamiantage
- Lot 3 : Démolitions – Gros Œuvre
- Lot 4 : Charpente – Bardage Bois
- Lot 5 : Couverture ardoise
- Lot 6 : Menuiseries extérieures et intérieures en aluminium
- Lot 7 : Plâtrerie – Faux-Plafond
- Lot 8 : Menuiseries intérieures bois
- Lot 9 : Revêtements de sol et muraux
- Lot 10 : Peinture
- Lot 11 : Électricité
- Lot 12 : Plomberie – Chauffage – Ventilation
- Lot 13 : Ascenseur – Elévateur PMR

4.3 Période d'exécution des travaux

La date prévisionnelle de début des travaux est juin 2014.

4.4 Lieu d'exécution des travaux

L'exécution des travaux aura lieu en France, Région Bretagne, Ille et Vilaine ; Code NUTS : FR 523.

Au centre de formation et d'apprentissage à SAINT-JOUAN-DES-GUERETS (35430)

5 CARACTERISTIQUES DU MARCHE

5.1 Forme du marché

Le marché est un marché alloti en 13 (treize) lots, décrits ci-dessus.

Le présent marché est un marché de travaux passé selon une procédure adaptée. Il est fait application des articles 26 et 28 du code des marchés publics.

5.2 Nomenclature communautaire

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont :

Classification principale	Classification complémentaire
VRD – Aménagements extérieurs	45112500 : Travaux de terrassement 45111291 : Travaux d'aménagement du terrain
Désamiantage	45262660 : Travaux de désamiantage
Démolitions – Gros Œuvre	45111100 : Travaux de démolition 45223220 : Travaux de gros œuvre
Charpente – Bardage Bois	45261100 : Travaux de charpente 45262650 : Travaux de bardage
Couverture ardoise	45261212 : Travaux de couverture en ardoise
Menuiseries extérieures et intérieures en aluminium	45421140 : Pose de menuiseries métallique 45421131 : Pose de portes
Plâtrerie – Faux-Plafond	45410000 : Travaux de plâtrerie 45421146 : Mise en place de plafonds suspendus
Menuiseries intérieures bois	45421150 : Travaux d'installation de menuiseries non métallique
Revêtements de sol et muraux	45430000 : Revêtements de sols et murs
Peinture	45442100 : Travaux de peinture
Électricité	45311000 : Travaux de câblage et installation électrique
Plomberie – Chauffage – Ventilation	45330000 : Travaux de plomberie 45331000 : Travaux d'installation de matériel de chauffage, ventilation et climatisation
Ascenseur – Elévateur PMR	45313000 : Travaux d'installation d'ascenseurs et d'escaliers mécaniques

5.3 Modalités essentielles de financement

Fonds propres de la CCI.

Subventions du Conseil Régional.

5.4 Durée du marché et dates prévisionnelles d'exécution

Concernant la tranche ferme :

Le délai global d'exécution des travaux est de **4 mois**.

La période de préparation est de **1 mois**

La date prévisionnelle de début des travaux est **juin 2014**.

Les travaux à effectuer au titre des tranches conditionnelles pourront être programmés pour leur réalisation au cours de l'été 2015 ; aussi la durée globale du marché est prévisionnellement d'un an et demi.

5.5 Variantes et options / modes de présentation

5.5.1 Variantes

Autorisation des variantes uniquement pour le lot 13 « Ascenseur – Elévateur PMR » :

Une offre en variante est autorisée uniquement pour le lot ascenseur-élévateur PMR sans réponse en offre de base obligatoire. Il n'est autorisé qu'une offre en variante.

Forme de la proposition de variante : si le candidat répond aussi en offre de base la variante est proposée dans un dossier distinct (ou sur un devis distinct) de l'offre de base en mentionnant « variante n°... » et en mentionnant clairement le numéro du lot si le marché est alloté, une seule variante autorisée

Les variantes ne sont pas autorisées pour les autres lots.

5.5.2 Prestations supplémentaires éventuelles (sous forme de tranches conditionnelles)

Prestations supplémentaires éventuelles : OUI

Si oui, la prestation supplémentaire éventuelle est décrite dans le CCTP.

6 CONDITIONS RELATIVES AU DEROULEMENT DE LA CONSULTATION

6.1 Visite préalable du lieu d'exécution des travaux/prestations ou des équipements concernés

Pour tous les lots : Visite obligatoire des lieux d'exécution des travaux avant dépôt de l'offre : **OUI**

Si oui, toute offre présentée sans le bon de visite rempli par le personnel habilité de la CCIT sera déclarée irrecevable, ne sera donc pas notée et intégralement rejetée.

Pour ces visites, les candidats sont invités à se rapprocher de M. Clément BERTRAND au 02 99 20 63 00.

Le titulaire sera réputé avoir pris connaissance du contexte de son intervention avant remise de son offre et démarrage de la mission.

6.2 Présentation de plusieurs offres

Il est possible, pour le marché, de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidat individuel ou de membre d'un ou plusieurs groupements.

6.3 Conditions relatives à l'allotissement / modalités d'attribution des lots

Les candidats ne peuvent présenter qu'une offre pour un lot ou des offres séparées pour chacun des lots de la consultation. Les candidatures et les offres sont examinées lot par lot. Les candidats ne peuvent présenter des offres variables selon le nombre de lots susceptibles d'être obtenus. Toutefois, si plusieurs lots sont attribués à un même titulaire, il est possible de ne signer avec ce titulaire qu'un seul marché regroupant tous les lots.

6.4 Conditions relatives à la dématérialisation

Le dossier de consultation des entreprises est intégralement mis en ligne sur le site Internet (profil acheteur) suivant :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Important : Les candidats sont informés que la CCIT peut utiliser son profil acheteur pour communiquer par écrit avec les candidats (envoi de réponses aux questions, informations sur les éventuelles modifications du dossier de consultation des entreprises...). Aussi, des courriels pourront être adressés aux candidats, ceux-ci pourront contenir notamment un lien de téléchargement, ou une demande d'accusé réception à partir de ce site Internet.

Les candidats sont donc invités à s'assurer que la configuration de leur boîte de messagerie permet de recevoir ce type de message, de vérifier le cas échéant que les courriels ne figurent pas dans leurs dossiers "indésirables" ou "spam", d'accuser réception de chacun de ces envois en cliquant dans le lien correspondant affiché dans le message qu'ils ont reçu.

Pour le cas où le candidat souhaite répondre par voie électronique, il le fera à l'aide du site Internet ci-dessus.

Il est ici précisé que les documents constitutifs du marché devant être signés, ils doivent en cas de transmission par voie électronique, être signés à l'aide d'un certificat de signature électronique.

Voir à ce propos, l'annexe au présent règlement intitulé "Clauses spécifiques à la dématérialisation des marchés ou des accords cadres".

6.5 Conditions relatives à la forme du groupement

Les candidats qui se portent ensemble candidats en groupement d'entreprises, sont obligatoirement solidaires.

S'il est mentionné ci-dessus "obligatoirement solidaire", cette forme de groupement sera en tout état de cause imposée au groupement après attribution du marché.

Attention : la même entreprise peut faire partie de plusieurs groupements mais ne peut être mandataire que d'un seul.

6.6 Modifications de détail sur la consultation

La Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale de Saint-Malo Fougères pourra apporter, au plus tard six (6) jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail sur la consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever une réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

6.7 Coordonnées des personnes habilitées à donner des renseignements :

- Pour tous renseignements :

- Economiste de la construction – CONCEPT IB – M. Nicolas MACE : 06 63 03 00 03
- BET Electricité & Fluides – C-MOI – M. Régis CORMIER : 02 99 80 21 03
- CCIT – M. Clément BERTRAND – Conducteur d'opération : 02 99 20 63 20

Courriel : marches@saintmalofougeres.cci.fr ou via la plate-forme de dématérialisation : <http://www.marches-publics.gouv.fr>

Impératif : indiquer le numéro et l'objet du marché dans l'objet du courriel / à défaut il sera réputé non reçu.

7 ENVOI DU DOSSIER DE CANDIDATURE ET D'OFFRE

7.1 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à cent-vingt (120) jours à compter de la date limite de remise des offres.

7.2 Pièces du marché :

7.2.1 Pièces particulières

Les candidats remettront les documents ci-dessous :

Les documents listés ci-après sont impérativement paraphés, datés signés par la personne habilitée à engager l'entreprise et il doit être adressé à la CCIT, sous peine d'irrecevabilité de l'offre :

- si le signataire des pièces du marché est habilité de droit à engager l'entreprise : **extrait K-bis ou équivalent** (statuts de la société, délibération du conseil d'administration ou tout autre document) ;
- ou si le signataire du marché n'apparaît pas sur le K BIS ou équivalent, **une délégation de pouvoir signée par la personne habilitée de plein droit à représenter l'entreprise** (dont le nom est mentionné dans l'extrait K-bis ou équivalent) ou, le cas échéant, **copie des pouvoirs successifs permettant de faire le lien entre le signataire du marché et cette personne.**

I – Pour tous les lots, présentation de la candidature

Le candidat présentera sa candidature en remplissant les formulaires DC1 et DC2.

Un formulaire de candidature DC 2 pré adapté est fourni dans le dossier de consultation des entreprises. Le candidat joindra à sa candidature les documents suivants :

- déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ;
- déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels ;
- déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
- présentation d'une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin ;
- indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du marché ;
- déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature ;
- certificats de qualifications professionnelles. La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat ;

Concernant le lot désamiantage, en application du décret 2012-639 du 4 mai 2012 modifiant l'article R 4412-129 du code du travail, l'entreprise devra justifier de sa capacité à réaliser les travaux qui seront exécutés postérieurement au 1^{er} juillet 2014, en établissant qu'elle dispose d'une certification délivrée par un organisme accrédité.

En cas de groupement, il y sera également remis un formulaire DC 1

II – Contenu de l'offre POUR TOUS LES LOTS

- 1 – Acte d'engagement paraphé et signé ;
- 2 – Le détail du prix global forfaitaire DPGF ;
- 3 - Le cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), visé et accepté par le candidat ;
- 4 – Le CCTP, visé et accepté par le candidat ;
- 5 – Le mémoire technique (cf. § 6.2.2 du présent règlement de consultation) ;
- 6 – Bon de visite remis lors de celle-ci par le personnel CCIT habilité ;
- 7– Le ou les annexes relatives aux sous – traitants désignés formulaire DC 4 (un par sous-traitant), paraphé(s), daté(s), signé(s), *si sous-traitants* ;
- 8 – Les formulaires NOTI 2 et les documents visés dans le formulaire NOTI 1 – Par exception aux autres pièces listées ci-dessus, qui seront remises impérativement avant les date et heure de remise limites figurant à l'article 2. Ces formulaires seront remis par le candidat retenu suite au jugement des offres sur la demande expresse de la CCIT. En cas d'absence de réponse dans le délai imparti de 7 jours, l'offre sera éliminée.

Si à l'issue de la procédure de passation, le candidat est choisi :

Les pièces de l'offre listées ci-dessous sont les pièces constitutives du marché et feront partie intégrante de celui-ci, une fois notifié par la CCIT. Elles s'imposent, dans l'intégralité de leurs stipulations aux deux parties. Elles sont stipulées dans leur ordre hiérarchique.

Il est précisé que :

- les formulaires DC 1 et DC 2 sont pré-adaptés et fournis dans le dossier de consultation des entreprises.
- Les formulaires DC 4, NOTI 1 et NOTI 2 sont disponibles sur le site Internet du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/marches-publics> (rubrique "les formulaires")

7.2.2 Mémoire technique :

Le mémoire intégrera toutes les justifications et observations utiles du candidat et notamment :

- Les caractéristiques techniques précise de l'ensemble des matériaux utilisés et équipements mis en place (nature, provenance, composition, épaisseur, garantie, SAV) ;
- La gestion du chantier en site occupé, seront décrits en particulier le mode de conduite et d'exécution des travaux et prestations ainsi que les moyens techniques et moyens humains (compétences) affectés au chantier, la propreté du chantier ;
- La fiche type de contrôle et moyens de transmission des contrôles (méthodologie d'autocontrôle) ;
- Les moyens mis en œuvre pour la sécurité des personnels et des usagers, le mode de traitement des dysfonctionnements ;
- Concernant les délais de réalisation : sont précisés le nombre de semaine et le nombre de personnes affectés au chantier ;

Si l'entreprise constate des différences, imperfections, omissions sur le DCE, elle chiffrera clairement les incidences en annexe en fin de devis. »

De manière générale, il sera fourni tout élément permettant de juger la valeur technique de l'entreprise (cf : article 10.1.1 ci-après pour le détail des critères et sous critères de jugement des offres).

7.2.3 Pièces générales applicables au marché :

S'imposeront également aux cocontractants :

- ▶ Les dispositions du Cahier des clauses administratives générales des marchés publics de Travaux (CCAG Travaux) approuvé par arrêté du 8 septembre 2009 (le texte intégral est accessible sur le site internet www.legifrance.gouv.fr – marchés publics).
- ▶ Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux marchés de travaux, les DTU et normes visés par le marché.
- ▶ Les pièces désignées dans le cahier des clauses administratives particulières ou le cahier des clauses techniques particulières.

7.3 Inapplicabilité des conditions générales de vente des entrepreneurs, fournisseurs et prestataires :

Les conditions générales de vente des entrepreneurs, fournisseurs et prestataires ne s'appliquent pas au présent marché.

Des clauses particulières de vente peuvent être présentées avec l'offre. Ces conditions seront jugées dans la valeur technique de l'offre. Il est ici précisé que ces clauses particulières peuvent être refusées ou négociées en totalité ou partie.

8 MODALITES PRATIQUES RELATIVES A L'ENVOI ET LA RECEPTION DES OFFRES :

Les offres seront adressées à la :

**CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE TERRITORIALE
DE SAINT MALO - FOUGERES
Service Juridique et Achats
4, avenue Louis MARTIN – CS 61 714
35417 SAINT-MALO Cedex**

IMPERATIF : Les offres sont remises dans un pli fermé portant la mention

MARCHÉ PUBLIC n° 2014-018

Les dossiers sont envoyés par tout moyen permettant de déterminer de manière certaine la date et l'heure de leur réception et de garantir leur confidentialité.

Notamment, les offres pourront être remises contre récépissé à la CCIT à l'adresse ci-dessus indiquée, avant la date indiquée dans l'article 2 du présent règlement ou, si elles sont envoyées par la poste ou coursier, à cette même adresse par pli recommandé avec avis de réception postal et parvenir à destination avant ces mêmes date et heure limites.

Les dépôts de plis contre récépissés ne peuvent être opérés qu'aux horaires d'accueil. Il appartient aux soumissionnaires d'être diligents quant au respect de ces horaires et aux jours de fermeture en se renseignant préalablement auprès de la CCIT.

Elles peuvent être adressées par voie électronique exclusivement au moyen du site www.marches-publics.gouv.fr. Les télécopies ou envois par courriel des offres ne sont pas autorisés.

La transmission des plis sur un support physique électronique (CD-ROM, clé USB ou tout autre support) n'est pas autorisée, excepté dans le cas de la copie de sauvegarde d'un pli électronique – cf annexe 1 "Clause spécifique à la dématérialisation des marchés ou accords-cadres).

Les candidats appliquent le même mode de transmission à l'ensemble des documents (candidatures et offres) qu'ils adressent.

Les offres tardives seront rejetées. Elles pourront être cependant ouvertes afin d'obtention des coordonnées de l'expéditeur.

La charge de la preuve d'un dépôt avant les date et heures limites stipulée à l'article 2 repose sur le soumissionnaire.

9 CRITERES DE SELECTION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES :

9.1 Règles de sélection des candidatures et des offres

Il est rappelé que le ou les signataire(s) doi(ven)t être habilité(s) à engager le candidat.

Les offres des candidats sont entièrement rédigées en langue française ainsi que les documents de présentation associés. Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces listées à l'article 6.2.1.

Toute candidature incomplète ou ne respectant pas les exigences formulées dans les documents de la consultation pourra être éliminée (art. 52 du CMP).

Après avoir éliminé les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables, la CCIT procède à un classement et attribue le marché au candidat ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse en appliquant les critères pondérés figurant ci-dessous.

Les offres seront négociées.

En cas de discordance constatée dans une offre, il sera demandé au candidat de rectifier.

Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées dans le document commercial du candidat seront rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié du document commercial qui sera pris en considération.

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition ou ce sous-détail afin de cohérence. En cas de refus son offre sera éliminée comme non cohérente.

La CCIT de Saint Malo - Fougères se réserve la possibilité de se faire communiquer les détails des prix unitaires ou les décompositions des prix forfaitaires qu'elle estimera nécessaire, lors de l'examen des offres.

Pour chaque critère, il sera attribué une note sur 100; 100 étant la meilleure note. Afin de pondération, la note sera affectée d'un coefficient, ces coefficients sont les suivants :

60 % pour le Prix

40 % pour la Valeur Technique de l'offre

Le candidat ayant obtenu le maximum de points sera désigné comme attributaire sous réserve qu'il produise ses attestations fiscales et sociales.

► Pour tous les lots

Afin de choisir la proposition économiquement la plus avantageuse, les critères et sous-critères retenus dans le jugement des offres figurent ci-dessous, ils sont pondérés.

CRITERES	Pondération des critères	Détail des points
Critère : PRIX	60%	60
Critère : VALEUR TECHNIQUE	40%	
Sous critère : Les caractéristiques techniques précisent de l'ensemble des matériaux utilisés et équipements mis en place (nature, provenance, composition, épaisseur, garanties et SAV ...)		12
Sous critère : Gestion du chantier en site occupé, seront décrits en particulier le mode de conduite et d'exécution des travaux et prestations ainsi que les moyens techniques et moyens humains (compétences) affectés au chantier, la propreté du chantier...		8
Sous critère : La fiche type de contrôle et moyens de transmission des contrôles (méthodologie d'autocontrôle)		4
Sous critère : Les moyens mis en œuvre pour la sécurité des personnels et des usagers, le mode de traitement des dysfonctionnements		4
Délais de réalisation : sont précisés le nombre de semaine et le nombre de personnes affectées au chantier		12
Total des points	100%	100

10 ATTRIBUTION DES MARCHES

10.1 Forme des notifications

A l'issue de la consultation, les soumissionnaires non retenus seront informés par courriel de leur évincement. Pour le cas où, ils ne disposent pas d'adresse électronique, ils sont informés par télécopie. Cette information vaut notification du rejet de leur offre et fait courir les délais des recours contentieux. L'adresse électronique retenue ou le numéro de fax retenu sont ceux renseignés par le candidat dans l'acte d'engagement. Les notifications peuvent être effectuées par courrier postal, si la CCIT le juge utile.

10.2 Attribution du marché et production préalable des documents de l'article 46 du code des marchés publics

L'offre la mieux classée suivant l'application des critères de sélection figurant à l'article 8 ci-dessus sera retenue à titre provisoire en attendant que le candidat produise les certificats visés à l'article 46 du Code des Marchés Publics.

Le délai imparti par l'entité adjudicatrice à l'attributaire pour remettre ces documents sera indiqué dans le courrier envoyé à celui-ci. Ce délai ne pourra être supérieur à 7 (sept) jours.

A défaut de production dans les délais des documents demandés, l'offre sera éliminée et la même demande sera faite auprès du candidat suivant dans l'ordre de classement.

Le marché sera attribué au candidat le mieux classé qui aura produit toutes les attestations.

10.3 **Recours**

La juridiction compétente pour connaître de toutes contestations relatives à la passation du présent marché public est le Tribunal administratif de Rennes, Ille et Vilaine.

Les recours suivants peuvent être mis en œuvre :

- référé pré contractuel, avant la signature du marché dans les conditions des articles L 551-1 à L 551-12 et R 551-1 à R 551-6 du code de justice administrative ;
- référé contractuel, dans les conditions des articles L 551-13 à L 551-23 et R 551-7 à R 551-10 du code de justice administrative ;
- recours pour excès de pouvoir (article R 421-1 du code de justice administrative) dans un délai de 2 mois à compter de la notification de la décision attaquée. Ce recours peut être assorti, le cas échéant d'une demande de référé-suspension (article L 521-1 du code de justice administrative) ;
- recours de pleine juridiction et "Tropic travaux" dans un délai de 2 mois à compter de la date à laquelle sont rendues publiques la conclusion du contrat et les modalités de sa consultation. Ce recours peut être assorti, le cas échéant d'une demande de référé-suspension (article L 521-1 du code de justice administrative)